

	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE	<i>Délibération</i>
	Séance publique du 21 décembre 2018	N° 2018-791

Convocation du 14 décembre 2018

Aujourd'hui vendredi 21 décembre 2018 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

M. Alain JUPPE, M. Alain ANZIANI, Mme Dominique IRIART, M. Christophe DUPRAT, Mme Virginie CALMELS, Mme Christine BOST, M. Michel LABARDIN, M. Patrick BOBET, M. Franck RAYNAL, M. Jacques MANGON, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, M. Patrick PUJOL, Mme Anne-Lise JACQUET, Mme Claude MELLIER, M. Michel DUCHENE, Mme Brigitte TERRAZA, M. Jean TOUZEAU, Mme Anne WALRYCK, M. Dominique ALCALA, M. Max COLES, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Véronique FERREIRA, M. Michel HERITIE, Mme Andréa KISS, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, M. Kévin SUBRENAT, M. Alain TURBY, M. Jean-Pierre TURON, M. Michel VERNEJOUL, Mme Josiane ZAMBON, Mme Emmanuelle AJON, Mme Cécile BARRIERE, Mme Léna BEAULIEU, Mme Maribel BERNARD, M. Jean-Jacques BONNIN, Mme Isabelle BOUDINEAU, M. Jacques BOUTEYRE, Mme Marie-Christine BOUTHEAU, Mme Anne BREZILLON, M. Nicolas BRUGERE, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, M. Didier CAZABONNE, Mme Anne-Marie CAZALET, Mme Chantal CHABBAT, M. Gérard CHAUSSET, Mme Solène CHAZAL-COUCAUD, Mme Brigitte COLLET, Mme Emmanuelle CUNY, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Michèle DELAUNAY, M. Stéphan DELAUX, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, Mme Michèle FAORO, M. Vincent FELTESSE, M. Marik FETOUH, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, Mme Magali FRONZES, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Jean-Pierre GUYOMARC'H, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, Mme Martine JARDINE, M. François JAY, M. Bernard JUNCA, M. Bernard LE ROUX, Mme Anne-Marie LEMAIRE, M. Pierre LOTHAIRE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Eric MARTIN, M. Jacques PADIE, Mme Christine PEYRE, Mme Arielle PIAZZA, M. Michel POIGNONEC, Mme Dominique POUSTYNNIKOFF, M. Benoît RAUTUREAU, Mme Marie RECALDE, M. Fabien ROBERT, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Alain SILVESTRE, Mme Gladys THIEBAULT, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, M. Serge TURNERIE, M. Thierry TRIJOLET, Mme Marie-Hélène VILLANOVE.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:

M. Jean-François EGRON à Mme Josiane ZAMBON
Mme Agnès VERSEPUY à Mme Anne-Lise JACQUET
M. Erick AOUIZERATE à M. Alain CAZABONNE
Mme Odile BLEIN à M. Max GUICHARD
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA
Mme Nathalie DELATTRE à M. Yohan DAVID
M. Franck JOANDET à M. Clément ROSSIGNOL-PUECH
Mme Conchita LACUEY à Mme Michèle FAORO
Mme Emilie MACERON-CAZENAVE à M. Eric MARTIN
M. Thierry MILLET à M. Daniel HICKEL
M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM à Mme Dominique POUSTYNNIKOFF
Mme Elisabeth TOUTON à Mme Karine ROUX-LABAT

PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :

Mme Emmanuelle AJON à Michèle DELAUNAY à partir de 11h45
Mme Maribel BERNARD à M. Stéphan DELAUX jusqu'à 10h20
M. Jean-Jacques BONNIN à Mme Dominique IRIART à partir de 11h55
Mme Isabelle BOUDINEAU à M. Arnaud DELLU à partir de 10h45
Mme Marie-Christine BOUTHEAU à Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE à partir de 12h20
Mme Anne BREZILLON à Mme Gladys THIEBAULT à partir de 12h15
M. Nicolas BRUGERE à M. Benoît RAUTUREAU à partir de 11h30
Mme Virginie CALMELS à Mme Brigitte COLLET à partir de 12h15
M. Didier CAZABONNE à M. Jacques BOUTEYRE à partir de 11h45
Mme Anne-Marie CAZALET à M. Nicolas FLORIAN jusqu'à 11h00
Mme Solène CHAZAL à Mme Emmanuelle CUNY à partir de 12h20
M. Yohan DAVID à M. Jean-Louis DAVID à partir de 12h20
Mme Nathalie DELATTRE à Mme Maribel BERNARD à partir de 12h20
Mme Laurence DESSERTINE à Stéphan DELAUX à partir de 12h15
M. Michel DUCHENE à M. Dominique ALCALA à partir de 12h15
Mme Magali FRONZES à M. Philippe FRAILE MARTIN à partir de 11h30
M. Michel HERITIE à Mme Béatrice DE FRANCOIS à partir de 12h00
Mme Dominique IRIART à Mme Chantal CHABBAT de 10h00 à 11h30
Mme Martine JARDINE à M. Thierry TRIJOLET à partir de 9h30
Mme Andréa KISS à Mme Véronique FERREIRA à partir de 12h30
M. Pierre LOTHAIRE à Mme Cécile BARRIERE à partir de 11h30
Mme Zeineb LOUNICI à M. Franck RAYNAL à partir de 12h15
M. Jacques MANGON à M. Patrick BOBET à partir de 12h15
Mme Arielle PIAZZA à M. Guillaume GARRIGUES à partir de 12h15
M. Michel POIGNONEC à M. Max COLES à partir de 12h30
M. Alain SYLVESTRE à Mme Marie-Hélène VILLANOVE à partir de 11h45

M. Jean-Jacques PUYOBRAU à M. Jean TOUZEAU à partir de 12h00
M. Benoît RAUTUREAU à M. Guillaume GARRIGUES jusqu'à 10h25
Mme Anne-Marie TOURNEPICHE à M. Gérard DUBOS à partir de 12h30

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

LA SEANCE EST OUVERTE

	Conseil du 21 décembre 2018	Délibération
	Direction générale Mobilité Direction des infrastructures et des déplacements	N° 2018-791

Garage à vélos collectif - Bicycletterie 49, rue Bouquière à Bordeaux - Convention d'exploitation - Régie Parcub - Décision - Autorisation

Monsieur Michel LABARDIN présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique vélo et par arrêté du Président en date du 13 novembre 2018, il a été décidé d'acquérir un garage à vélos collectif situé en rez-de-chaussée d'un immeuble situé 49, rue Bouquière à Bordeaux auprès de la société Incité, aménageur en charge de la requalification du centre historique de Bordeaux.

Soucieuse de développer une offre de stationnement vélo large et diversifiée, Bordeaux Métropole propose une bicycletterie, ouverte aux usagers abonnés, qui doit être exploitée dès son acquisition qui devrait intervenir en fin d'année pour permettre une continuité d'exploitation.

Compte tenu de son objet et de ses statuts, la gestion de ce garage peut être assurée par la régie métropolitaine Parcub Bordeaux Métropole, par le biais d'une convention d'exploitation.

I – Modalités de gestion

Le projet de convention annexé à la présente délibération prévoit que le service de garage à vélos sera constitué exclusivement d'abonnements délivrés prioritairement aux résidents.

La régie, gardienne de l'ouvrage, aura seule en charge la gestion du garage (définition des conditions d'accès, horaires et tarifs) et sera responsable de l'exploitation, de l'entretien, de la maintenance, des réparations et du renouvellement de l'équipement à l'exception des travaux de gros œuvre.

Les recettes issues de l'exploitation seront perçues par la régie et constitueront sa rémunération exclusive, l'ensemble des coûts liés au service, hors les dépenses de gros œuvre, seront assumés par elle.

II – Part contributive à la mise à disposition du garage

Compte tenu du caractère estimé déficitaire de l'activité confiée et de l'intérêt général qu'elle comporte, la régie ne s'acquittera d'aucune part contributive auprès de Bordeaux Métropole au titre de la mise à disposition du garage à vélo.

Toutefois, en cas de résultat excédentaire figurant au compte d'exploitation, la régie s'acquittera d'une part contributive hors taxe égale à 1% du chiffre d'affaires du garage à vélos objet de la présente convention dans la limite du résultat d'exploitation.

III – Représentation au sein des instances en charge de la gestion d'un ensemble immobilier

Le garage à vélos fait partie de l'ensemble immobilier sis 49, rue Bouquière.

La régie assumant la gestion complète du garage, le projet de convention prévoit que la Métropole propriétaire autorise la régie à intervenir, en son lieu et place, au sein des instances en charge de la gestion de cet ensemble immobilier pendant toute la durée de la convention.

De même, la régie s'acquittera directement auprès des organes en charge de la gestion de cet ensemble immobilier des charges dues à proportion de la quote-part de ses droits.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article L1231-1 du Code des transports,

VU la partie II du Code général de la propriété des personnes publiques,

VU la délibération n°2004/225 en date du 5 avril 2004 par laquelle le Conseil de la Communauté urbaine, devenue Bordeaux Métropole, a décidé la mise en place d'une régie personnalisée pour l'exploitation des parcs de stationnement Parcub,

VU les statuts de Parcub Bordeaux Métropole approuvés par délibération n°2015/119 du 10 avril 2015,

VU l'état descriptif de division et ses modificatifs de l'immeuble sis 49, rue Bouquière à Bordeaux,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT QUE Bordeaux Métropole a décidé d'acquérir un garage à vélos en rez-de-chaussée de l'immeuble sis 49, rue Bouquière à Bordeaux,

CONSIDERANT QUE l'exploitation de ce garage ouvert aux abonnés doit être assurée dès son acquisition afin de permettre une continuité d'exploitation,

CONSIDERANT QU'en qualité de régie métropolitaine, Parcub Bordeaux Métropole est à même d'en assurer la gestion par voie de convention d'exploitation,

DECIDE

Article 1 : de confier la gestion de la bicycletterie sis 49, rue Bouquière à Bordeaux dès signature de l'acte authentique d'acquisition de ce bien et dans les termes de la convention d'exploitation annexée à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'exploitation précitée et tout autre document afférent à cette remise en gestion et qui en serait la conséquence directe.

Article 3 : d'autoriser monsieur le Président à signer tout acte ou à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à la majorité.

Contre : Monsieur JAY

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 21 décembre 2018

<p>REÇU EN PRÉFECTURE LE : 28 DÉCEMBRE 2018</p> <p>PUBLIÉ LE : 28 DÉCEMBRE 2018</p>	<p>Pour expédition conforme, le Vice-président,</p> <p>Monsieur Michel LABARDIN</p>
---	---

CONVENTION D'EXPLOITATION
GARAGE A VELOS COLLECTIF
BICYCLETTERIE DU 49, RUE BOUQUIERE A BORDEAUX

Entre les soussignés :

L'établissement public de coopération intercommunale Bordeaux Métropole, dont le siège administratif est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33 045 Bordeaux cedex, représenté par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018-..... du Conseil de Bordeaux Métropole du 21/12/2018,

Ci-après dénommé « *la Métropole* » ;

Et

La régie métropolitaine d'exploitation de parcs de stationnement Parcup Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé 9 terrasse Front du Médoc, CS 11935, 33076 Bordeaux cedex, représentée par son directeur général, Monsieur Nicolas Andreotti, dûment habilité par délibération n°2018/..... du Conseil d'administration du/...../2018,

Ci-après dénommée « *la Régie* » ou *Parcup*

Ensemble désignés « *les Parties* ».

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a décidé par arrêté du Président du 13 novembre 2018 de l'acquisition auprès de la société In Cité d'un garage à vélos collectif situé au rez-de-chaussée d'un bâtiment du centre historique de Bordeaux, sis 49, rue Bouquière.

Cette bicycletterie, ouverte aux usagers abonnés, a été aménagée par la société In Cité dans le cadre d'une convention publique d'aménagement requalifiante du centre historique de Bordeaux et mise en service en novembre 2009. Elle doit être exploitée, dès son acquisition par Bordeaux Métropole, pour permettre une continuité d'exploitation.

ARTICLE 1. Objet de la convention

Dans le cadre de la présente convention, la *Métropole* confie l'exploitation du garage à vélos situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 49, rue Bouquière à la *Régie* ainsi que la réalisation de tous les travaux, à l'exception des travaux de gros œuvre, à réaliser sur cet ouvrage et notamment les travaux de maintenance, d'entretien, de renouvellement, et nouveaux investissements.

ARTICLE 2. Désignation

Le garage fait partie d'un ensemble immobilier situé au 49, rue Bouquière composé d'un immeuble en façade élevé sur cave, d'un rez-de-chaussée à usage de garage à vélos et de quatre étages à usage d'habitation.

Le garage a une capacité d'environ 48 vélos avec racks à vélos. Il est composé d'une surface principale de garage au rez-de-chaussée de l'immeuble de 56 m² accessible directement de la rue Bouquière par un portail indépendant de la copropriété et sécurisé, correspondant au lot 13 de l'ensemble immobilier.

Ce garage est destiné à tout usager abonné, en ce compris les personnes extérieures à l'immeuble.

ARTICLE 3. Durée d'exploitation

3.1. Date de début d'exploitation

L'exploitation du garage par la *Régie* prend effet, dès son acquisition par la *Métropole*, à compter de sa remise à la *Régie* - dont le procès-verbal de remise fait foi - telle que prévue à l'ARTICLE 4 de la présente convention.

3.2. Date de fin d'exploitation

La présente convention est établie sans limitation de durée.

Il pourra y être mis fin à tout moment par la *Métropole*, dans les conditions prévues par l'ARTICLE 12 de la présente convention. Dans ce cadre, la *Métropole* s'engage à informer la *Régie* de tout projet en cours.

ARTICLE 4. Entrée dans les lieux et remise du garage

4.1. Entrée dans les lieux

La *Régie* déclare avoir une parfaite connaissance dudit garage et de ses accessoires et l'accepte en l'état. Un état des lieux sera établi, dans les meilleurs délais, entre les *Parties*. En tout état de cause, cet état des lieux devra intervenir avant la date du transfert de propriété dudit garage à la *Métropole*.

4.2. Remise du garage

Concomitamment à son acquisition, le garage sera remis à la *Régie*, par établissement d'un procès-verbal contradictoire entre les *Parties*.

De même, lorsqu'il sera mis fin à la présente convention, le garage fera retour à la *Métropole* selon le même formalisme. A cette fin, avant le terme de la convention, un état des lieux contradictoire sera réalisé entre les *Parties* afin de vérifier le bon état général de l'équipement et identifier les éventuels travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires, le tout consigné dans un procès-verbal.

ARTICLE 5. Conditions d'exploitation

5.1. Affectation

La *Régie* s'engage à affecter exclusivement, pendant toute la durée d'exécution de la présente convention, le garage à l'usage de stationnement des usagers abonnés au service du garage à vélo, prioritairement résidents.

Cette affectation devra se conformer aux règles régissant l'ensemble immobilier dont est partie le garage. Il en est ainsi des dispositions de l'état descriptif de divisions dudit ensemble et de ses états modificatifs.

5.2. Conditions et modalités d'utilisation du garage

La *Régie* a seule en charge la gestion du garage. A ce titre, elle définit notamment les heures, les conditions d'accès au garage ainsi que les tarifs applicables dans le respect des principes suivants :

1) **Abonnements**

Concernant les abonnements actifs au moment du transfert de gestion et nonobstant ce qui précède, lors de la remise du garage par la *Métropole*, la *Régie* les reprendra à son compte aux conditions fixées lors de leur conclusion et dans l'attente d'une possible dénonciation.

Concernant les abonnements qui seront conclus par la *Régie*, conformément à l'article 5.1 de la présente convention, les places du garage seront louées en priorité aux abonnés résidents.

Est considéré comme résident au sens du paragraphe précédent toute personne physique ayant une habitation à titre principale située à proximité immédiate du garage, soit dans un périmètre défini par la *Régie* en accord avec les services de la Métropole.

2) Poursuite des objectifs vélos définis par Bordeaux Métropole

Tant du point de vue des horaires d'ouverture, des conditions d'abonnements que de la politique tarifaire, la *Régie* cherchera à contribuer aux objectifs de la politique vélo de Bordeaux Métropole.

A cette fin, il sera notamment étudié la possibilité de définir des conditions d'accès permettant de privilégier les usagers faisant du vélo leur mode de transport principal ou à tout le moins ayant un usage fréquent du vélo, et ce, afin d'éviter les vélos « ventouses ».

De même, la politique tarifaire devra encourager dans la mesure du possible l'usage du vélo et être cohérente avec les tarifs pratiqués dans les garages vélos et par rapport au secteur de l'hypercentre (ville centre, intra-cours).

En tout état de cause, les choix de gestion de la *Régie* feront l'objet d'un échange préalable à leur validation avec les services de la *Métropole*.

3) Mesures transitoires à une gestion globale du stationnement vélos

Dans le cas où un projet de gestion globale du stationnement vélos serait défini, les *Parties* s'engagent à prendre toute mesure préalable nécessaire à la bonne réalisation dudit projet, et à s'entendre sur les éventuelles mesures d'exploitation transitoires et usages des places de stationnement.

Il est ici précisé que les contrats de location qui seront passés par la *Régie* devront prévoir une clause de résiliation avec un délai de prévenance au plus de 1 mois.

5.3. Conditions financières

5.3.1 - Recettes

La *Régie* perçoit les recettes issues de l'exploitation de ce garage, lesquelles constituent sa rémunération exclusive au titre du service objet de la présente convention.

5.3.2 – Coûts à la charge de la Régie

Parcub assumera la totalité des coûts liés à ses obligations contractuelles telles que définies aux articles 1 et 6 à l'exception des charges d'investissement initial qu'il s'agisse de la charge de la dette correspondante ou des dotations aux amortissements. Aussi, cette précision faite, sans que la liste soit ici exhaustive, la *Régie* prendra à sa charge l'intégralité des coûts de fonctionnement et d'investissement, et notamment :

- les coûts de fluides (eau, électricité) compris abonnements et consommations ;
- les coûts de fonctionnement, d'entretien et de maintenance des équipements ;

- les frais de vérifications périodiques des équipements de l'ouvrage, des installations électriques, de sécurité, des ouvrants, portes, portails et du matériel propre de l'ouvrage ;
- les coûts de remise en état en cas de dégradations ou d'usure normale (marquage au sol, éclairage, portail, etc...) ;
- les primes d'assurances dommage ouvrage et Responsabilité Civile ;
- les dépenses de grosses réparations ;
- les investissements de renouvellement d'équipements en tant que nécessaire (contrôle d'accès, racks à vélos, etc...) ;
- tous impôts et charges y compris ceux relevant du propriétaire, et notamment les charges de l'ensemble immobilier dues en proportion de la partie garage à vélos et la taxe foncière.

La *Régie* n'assumera pas les conséquences issues de vices ou de désordres de toute nature dont l'origine serait antérieure à la date de remise du bien et qui apparaîtraient ultérieurement. De même, elle n'assumera pas les dépenses de gros œuvre spécifiques au local (hors charges de l'ensemble immobilier).

5.3.3 – Part contributive annuelle à la mise à disposition du garage

Compte tenu du caractère estimé déficitaire de l'activité confiée et de l'intérêt général qu'elle comporte, la *Régie* ne s'acquittera d'aucune part contributive auprès de Bordeaux Métropole au titre de la mise à disposition du garage à vélos.

Toutefois, si le résultat de l'activité devait s'avérer excédentaire, lequel figurera au compte d'exploitation prévu à l'article 11 de la présente convention, la *Régie* s'acquittera d'une part contributive hors taxe égale à 1% du chiffre d'affaires du garage à vélos objet de la présente convention dans la limite du montant du résultat d'exploitation.

Le paiement de cette redevance s'effectuera après communication du compte d'exploitation de l'exercice pris en considération et prévu à l'article 11, et au plus tard le 30 avril de l'année n+1.

ARTICLE 6. Obligations respectives

6.1. Exploitation, maintenance, entretien et réparation, gros renouvellements et investissements

La *Régie* a la charge de l'exploitation, de l'entretien, de la maintenance et des réparations relatives au garage et à ses équipements.

La *Régie* assure une gestion complète de la partie de l'immeuble dont Bordeaux Métropole est propriétaire et se doit de le faire en sa qualité d'opérateur spécialisé de façon totalement satisfaisante, les lieux devant être notamment maintenus à tout moment en parfait état d'entretien, de propreté et de fonctionnement y compris les accès vélos et passage piétons.

Tous les équipements et matériels permettant la bonne exploitation du garage seront entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins de la *Régie*, et à ses frais.

La *Régie* est responsable du remplacement des équipements détériorés et disparus.

Tous les gros travaux de renouvellement et d'investissement rendus nécessaires à la bonne exploitation du garage devront être réalisés en tant que de besoin dans les délais les plus appropriés et à la charge de la *Régie*, à l'exception des travaux de gros œuvre relevant de la *Métropole*.

Par travaux d'investissement, il faut comprendre toutes les dépenses qui ne relèveraient pas des travaux de réparation et renouvellement. Sont notamment compris dans les travaux d'investissement : les travaux de modification, de mises aux normes, de modernisation etc.

La *Métropole* est responsable des travaux de gros œuvre intéressant le local, dans la limite des prérogatives qu'elle détient sur l'ensemble immobilier.

Pour ce faire, il revient à la *Régie* de surveiller l'état du garage et d'informer de manière diligente la *Métropole* de tout désordre nécessitant son intervention au titre du présent article.

6.2. Accès à l'ouvrage

La *Régie* autorise, pour toute la durée de la convention, la *Métropole* à accéder à toute partie du garage afin d'en vérifier le bon entretien courant, de réaliser les travaux dont elle pourrait avoir la charge ou de contrôler l'état de l'ouvrage.

6.3. Exécution des obligations aux frais et risques

Dans l'hypothèse où la *Régie* n'assurerait pas l'exécution de tout ou partie de ses obligations, la *Métropole* pourra les exécuter elle-même, aux frais et risques de la *Régie* défaillante, sans que cette dernière puisse s'y opposer sans motif légitime.

Une telle exécution devra toutefois être précédée d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée sans effet à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant sa réception. Ce délai peut être réduit à quinze (15) jours en cas d'urgence impérieuse.

ARTICLE 7. Responsabilités

7.1. Responsabilités de la Régie

En tant que gardien, maître d'ouvrage des travaux mis à sa charge, et exploitant de l'ouvrage, la *Régie* fera son affaire personnelle de tous les risques, réclamations et litiges pouvant provenir directement ou indirectement de l'activité y étant exercée.

La *Régie* s'engage à cet égard à faire son affaire de toute réclamation de quelque nature qu'elle soit, pour tout dommage causé directement ou indirectement par l'exécution des missions objet du présent contrat et renonce à tout recours contre la *Métropole*. La responsabilité de la *Régie* ne pourra être écartée, à ce titre, qu'en cas de force majeure auquel est assimilé le fait d'un tiers imprévisible et irrésistible, ou s'il est établi que le dommage occasionné trouve son origine dans une faute commise par la *Métropole*.

La responsabilité de la *Régie* ne pourra être écartée, à ce titre, qu'en cas de force majeure, auquel est assimilé le fait de tiers imprévisible et irrésistible, ou s'il est établi que le dommage occasionné trouve son origine dans une faute commise par la *Métropole*.

Dans le cas où la responsabilité de la *Métropole* serait néanmoins recherchée pour quelque cause que ce soit ayant un rapport avec l'activité exploitée dans le garage, la *Régie* relèvera la *Métropole* indemne de toute condamnation, y compris des dépens et des frais irrépétibles, sauf faute imputable à la *Métropole*.

La *Régie* assumera également la responsabilité de ses obligations, notamment en matière de travaux mis à sa charge par la présente convention. Elle fera son affaire personnelle de tous les risques, réclamations et litiges pouvant provenir directement ou indirectement de ce fait.

Elle sera également tenue de faire procéder à ses frais aux réparations lorsqu'elles sont consécutives à un usage des matériels et équipements non conforme aux activités prévues ou à un défaut d'entretien qui lui est imputable.

La *Régie* sera seule responsable des conséquences dommageables liées aux circulations et stationnements dans le garage dès lors que celles-ci ne relèveraient pas de la responsabilité d'un tiers.

7.2. Responsabilités de la *Métropole*

La *Métropole* sera responsable, tant à l'égard de la *Régie* que des usagers ou tiers, de ses obligations, notamment en matière de travaux mis à sa charge au titre de la présente convention en application de l'article 6.1.

Elle fera son affaire personnelle de tous les risques, réclamations et litiges pouvant provenir directement ou indirectement de ce fait.

ARTICLE 8. Représentation au sein des instances de l'ensemble immobilier

La *Métropole*, propriétaire du garage partie de l'ensemble immobilier sis 49, rue Bouquière, autorise la *Régie* à devenir membre, en ses lieu et place, des instances en charge de la gestion de cet ensemble immobilier pendant toute la durée de la présente convention.

De même, la *Régie* s'acquittera directement auprès des organes en charge de la gestion de l'ensemble immobilier des charges dues en proportion de la partie correspondante au garage à vélos.

La *Régie* informera la *Métropole* des décisions prises par ces organes.

ARTICLE 9. Sécurité

La *Régie*, en ses qualités d'exploitant, de maître d'ouvrage et de gardien de l'ouvrage, sera seule responsable de la sécurité du garage, à compter de sa remise par la *Métropole*.

A ce titre, elle devra notamment s'assurer de la bonne tenue du garage au regard de la réglementation et rendre compte de ses actions à la Métropole.

La *Régie* devra se conformer aux prescriptions réglementaires concernant notamment la sécurité, la salubrité, le respect des règles du Code du travail et l'hygiène.

ARTICLE 10. Assurances

10.1. Assurances des biens

La *Régie* souscrira auprès d'une compagnie notoirement solvable un contrat d'assurance comportant une garantie « dommage aux biens » portant sur l'intégralité de l'ouvrage de stationnement tel que défini à l'ARTICLE 2 de la présente convention et de ses équipements d'exploitation.

10.2. Assurances de responsabilité

La *Régie* souscrira auprès d'une compagnie notoirement solvable un contrat d'assurances comportant une garantie « Responsabilité civile » la couvrant des conséquences financières de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers, des usagers, de la *Métropole* ou de toute personne se trouvant dans les lieux à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels, consécutifs ou non consécutifs, qui trouvent leur origine dans l'exploitation du garage ou plus généralement dans l'exécution de ses obligations.

La *Métropole* souscrira auprès d'une compagnie notoirement solvable un contrat d'assurances comportant une garantie « Responsabilité civile » la couvrant des conséquences financières de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers, des usagers, de la *Régie* ou de toute personne se trouvant dans les lieux à raison de dommages corporels, matériels et/ou immatériels, consécutifs ou non consécutifs, qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations au titre de la présente convention et/ou qui pourraient naître du fait de sa qualité de propriétaire.

La *Régie* attestera à Bordeaux Métropole, documents à l'appui, le fait que ses obligations en matière d'assurance ont été remplies, le garage devant être intégré dans la liste des biens assurés par la *Régie*, les polices d'assurance souscrites par la *Régie* étant accessibles à tout moment à la Métropole.

La *Régie* devra déclarer tout sinistre dans les délais appropriés.

ARTICLE 11. Communication des éléments de gestion du garage

La *Régie* communiquera annuellement à la *Métropole* tous les éléments se rattachant à l'utilisation du garage, afin qu'elle puisse en apprécier l'impact sur la pérennité et les caractéristiques techniques du garage ainsi que sur sa politique vélos.

Un compte rendu annuel sur l'activité du garage sera transmis au plus tard le 31 mars de l'année suivante et reprendra notamment :

- le nombre d'abonnés ;
- la fréquentation (mouvements par jour, etc...) ;
- la politique tarifaire ;
- les contrôles réglementaires ;
- la liste des travaux réalisés ;
- les évènements marquants de l'année ;
- les sinistres survenus ainsi que les attestations d'assurance « biens » et « responsabilité civile » ;
- le compte d'exploitation spécifique au garage (produits/charges).

Par ailleurs, les données d'exploitation du garage seront intégrées au rapport mensuel d'exploitation fourni mensuellement par la *Régie* et portant sur l'ensemble des parcs qu'elle a en gestion.

ARTICLE 12. Résiliation de la convention

Chacune des *Parties* dispose de la possibilité de résilier unilatéralement, à tout moment, la présente convention, et notamment en application de l'article 3.2 de la présente convention.

Préalablement à la mise en œuvre de cette procédure, la *Partie* la plus diligente devra saisir l'autre *Partie*, afin de parvenir le cas échéant à une solution amiable quant aux conditions de la réalisation.

A l'issue de cette phase amiable, la résiliation de la convention peut être prononcée par la partie qui en est à l'initiative, par courrier recommandé avec accusé réception ou remis en mains propres, sous réserve de respecter un délai de préavis d'au moins 2 mois.

La partie s'estimant lésée par la mesure de résiliation peut alors saisir immédiatement la juridiction compétente par dérogation aux stipulations de l'article 14.

Sauf à établir l'existence d'un préjudice indemnisable, la résiliation du contrat n'emporte pas de droit à indemnité au bénéfice de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 13. Cession de la convention

La présente convention est conclue à titre strictement personnel de sorte qu'aucune des *Parties* ne pourra céder partiellement ou totalement ses droits.

ARTICLE 14. Litiges et différends

Tout litige ou différend survenant entre la *Métropole* et la *Régie* et se rapportant à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera, à défaut d'accord amiable entre les *Parties*, soumis à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent à la requête de la *Partie* la plus diligente.

ARTICLE 15. Prise d'effet

La présente convention entre en vigueur dès sa notification à la *Régie* par la *Métropole*.

Fait à Bordeaux, en deux exemplaires originaux

Le

Pour Bordeaux Métropole,
Le Président,

Pour la Régie Parcub Bordeaux Métropole,
Le Directeur général,

Alain Juppé

Nicolas Andreotti